

SFEC

Quelle gouvernance pour la transition écologique ?

Déclaration du groupe Environnement et nature

Le rapport du HCC, qui sera publié demain le 30 juin, est plus qu'alarmant. Plus que jamais, le gouvernement qui sera nommé début Juillet devra mettre la transition écologique au cœur de son action, et au cœur des territoires de métropole et d'outremer.

La Stratégie Française Energie Climat, lancée à la fin de la dernière législature, intervient à un moment charnière. Elle doit donner le cap de l'ensemble des politiques publiques sur les enjeux énergétiques, de la décarbonation et de l'adaptation, et ne pourra se faire sans l'appropriation et l'engagement de tous et toutes dans tous les secteurs. La récente flambée des prix de l'énergie tant fossile qu'électrique, nous interpelle plus gravement sur la nécessité de redéfinir la gouvernance de ces enjeux énergétiques à l'horizon 2050. Justice sociale, partage équitable des efforts, préservation de la biodiversité et de l'eau sont autant de sujets qui doivent être intégrés dès la conception de la SFEC.

Cet enjeu d'appropriation par les responsables politiques nationaux et locaux, les corps intermédiaires, les citoyens grâce à des débats publics exigeants est nécessaire pour atteindre nos objectifs nationaux et européens de réduction des émissions de gaz à effet de serre mais aussi de sobriété, levier devenu indispensable dans cette stratégie. Cela va impliquer des bouleversements profonds et rapides de nos modes de vie, et de consommation, à la fois pour nous-mêmes et les générations suivantes. La prochaine concertation nationale sur le nucléaire démarre ainsi le 1er Octobre, nous devons être prêts à y participer.

Seuls, 27% des députés nouvellement élus sont allés se former à ces enjeux au lendemain de leur élection. Ils devront pourtant bientôt faire des choix sur tous les textes qui leur seront soumis au parlement. Cette SFEC que nous souhaitons ambitieuse, devra donc être construite avec méthode et moyens, car elle conditionnera notre avenir.

Le CESE redit par cette résolution l'engagement des acteurs de la société civile agissante à s'impliquer dans les débats démocratiques sur des enjeux fondamentaux, dans une vision de long terme. Merci aux rapporteurs de cette résolution que nous avons votée.